

maitre avec tant d'opiniâtreté, nous ne pouvons nous empêcher de prendre un certain intérêt à leurs recherches, et de reconnaître qu'ils méritent de réussir. Ce qui nous afflige, c'est de rencontrer ces exagérations, même dans la bourgeoisie, qui devrait être affranchie la première de ces idées préconçues. Il est difficile de comprendre comment elle peut s'abuser sur les tendances naturelles et durables des gouvernements républicains, et n'y voir que la fin de son influence politique, la ruine de tous ses intérêts, et le renversement de tout ce qu'elle a mis de réellement juste et de réellement bon dans les lois positives, dans les mœurs et les instincts politiques de son pays. Comment ne s'aperçoit-elle pas que la République est la conséquence logique de ses principes ? la réalisation de cet avenir d'enrichissement par le travail véritable et non par le jeu, de sollicitude pour les intérêts matériels, de politique sage et peu ambitieuse à l'extérieur, qu'elle rêvait, sous les gouvernements précédents, mais dont elle ne jouissait pas ?

Comment ne s'aperçoit-elle pas que nous sommes déjà arrivés à ce résultat par la force des choses, plus encore que par les effets des hommes ? Notre gouvernement n'est-il pas un gouvernement à tendances moyennes ? les hommes qui sont au ministère, aujourd'hui, ne sont-ils pas l'expression des intérêts et des opinions de la bourgeoisie ? Ils étaient à peine possibles, sous le règne de Louis-Philippe ; ils sont presque nécessaires, sous la République. Et, de bonne foi, pourrait-il en être autrement ? Le caractère distinctif du régime républicain est d'être le gouvernement des majorités réellement constatées. Une majorité ne peut se constituer que par et pour un intérêt général : soutenir qu'une majorité, quand la nation entière est consultée, peut être autre chose que la représentation d'un intérêt général, impliquerait un non-sens. Or, l'intérêt général s'est-il jamais trouvé dans les partis extrêmes et dans les exagérations politiques ? Si les intérêts généraux sont la moyenne des intérêts particuliers, la volonté des majorités est aussi la moyenne des volontés individuelles. La République, entendue comme elle doit l'être, est essentiellement le gouvernement des majorités, c'est-à-dire des idées moyennes, au service des intérêts généraux, c'est-à-dire des intérêts moyens. L'activité et la responsabilité de tous, augmentées par la participation de tous aux affaires du pays ; le désarmement des grandes passions et des grandes ambitions ; le renoncement aux grandes batailles et aux génies transcendants ; la prose administrative remplaçant la poésie politique ; les hommes utiles succédant aux héros ; le bon sens de la nation pesant plus dans la balance que les hautes conceptions d'un ministre ou l'entêtement d'une tête couronnée, voilà, à un certain